

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1132 du 13 octobre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1132

EDITORIAL : Rentrée parisienne pp. 1-2

CONJONCTURE : «Le désendettement sera compétitif et keynésien» pp. 3-4

ACTUALITÉ : Ecole : la réfore Hollande se veut originale p. 4 La fronde patronale ira-t-elle plus loin ? p. 5 - Sciences Po : beaucoup de bruit pour rien ! p. 5

CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Rentrée parisienne

Après le Salon de l'Auto, qui ferme ses portes demain, quel sera l'évènement le plus important de l'actualité française ?

Le vote de la règle d'or ? Mais je ne crois pas à la règle d'or, puisqu'elle suppose une discipline qu'aucun Etat membre de l'Union Européenne n'a respectée à ce jour. Quant au vote du Parlement français il aura été ubuesque, les opposants d'hier devenant les partisans d'aujourd'hui, et les partisans d'hier apportant leurs suffrages aux opposants de naguère. Les uns crient à l'abandon de souveraineté, les autres proclament que l'indépendance de la France n'est pas menacée.

Le budget 2013 et la loi de financement de la Sécurité Sociale pour l'année à venir ? On en connaît déjà toutes les subtilités. Jean Yves

Naudet rappelle que le gouvernement a fait le choix de la hausse des impôts parce qu'elle serait moins « récessive » (loi de Moscovici) que la baisse des dépenses. Assez stupidement je demeure persuadé que trop d'impôts tue l'impôt, et que la seule politique à pratiquer pour réduire déficits et dettes est de diminuer la sphère publique et de libérer l'initiative privée.

La lutte contre le terrorisme islamique ? Voici que certains de nos socialistes deviennent « sécuritaires » (ce qu'ils ont toujours reproché à leurs prédécesseurs, pourtant inconscients et inefficaces), tandis que d'autres prennent la défense des « communautés » au nom des droits de l'homme et de l'anti-racisme. Débat génial, relayé par les médias : y a-t-il assez d'imams dans les prisons ? >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Rentrée parisienne (suite)

Le mariage homosexuel ? C'est en effet une affaire qui dépasse de loin toutes les autres, parce qu'elle atteint la famille, l'enfant, et les bases mêmes de la société. Elle mérite bien qu'on se mobilise pour lutter contre une innovation contraire à la vie et à la dignité. Pour ma part je garde toujours en mémoire le slogan de Jean Paul II : « liberté des actes, dignité des personnes ». Comme la plupart des libéraux je professe que la liberté n'est pas une valeur absolue en soi, parce qu'elle doit s'ordonner à la nature de l'être humain, pour lui donner le choix et l'occasion de son épanouissement, de son achèvement.

Je serais donc enclin à oublier tout le reste, car les facéties sur les finances publiques, sur le communautarisme, sur les prisons, n'auront qu'un temps, alors que les réformes « sociétales » peuvent laisser des traces dramatiques et durables.

Il y a cependant un événement sur lequel je ne peux faire l'impasse : c'est la rentrée parisienne des libéraux.

Elle a été annoncée et préparée fin août par notre Université d'Été à Aix en Provence. Le succès de notre trente troisième édition a été un encouragement pour tous ceux qui font profession de libéralisme en France. J'avais volontairement choisi une formule dépouillée et économique (rigueur oblige), qui a permis de dégager beaucoup de temps pour les échanges et pour les projets. Et nous en sommes tous partis la joie au cœur et la fleur au fusil.

Reste maintenant à répéter et amplifier ce premier mouvement. Reste à conquérir Paris,

ville splendide sans doute, qui impressionne toujours le provincial que je suis, mais qui est et demeure le symbole et le siège du jacobinisme.

A nous deux, Paris ! Le 25 octobre au soir, les libéraux de toutes provinces et de tous quartiers afflueront à la Maison de la Chimie. Cette réunion sera -je le souhaite- une démonstration, un test et un espoir.

“ En finir avec le chômage en deux ans ”

Démonstration des solutions qu'une politique libérale peut immédiatement proposer pour vaincre les énormes difficultés que traverse notre pays. En organisant un colloque sur l'emploi en Europe, nous rappellerons que le chômage est un fléau qui n'a pour origine que le dirigisme économique, et qu'il peut disparaître en moins de deux ans. Cela s'explique très simplement : la création d'emplois est le fait d'entrepreneurs qui retrouvent confiance et intérêt à innover, à investir et à embaucher. Libérer l'entreprise des incertitudes et des pesanteurs : cela s'est fait en Europe, de sorte que de nombreux pays ont un taux de chômage inférieur à 5 % alors que nous allons vers les 11 %, dans une perspective de récession. « Le chômage ; un scandale public » a été le titre d'un colloque tenu jadis à Paris avec une double signification. D'une part, c'est l'hypertrophie et l'arbitraire du secteur public qui créent le chômage, d'autre part, il est scandaleux que l'on n'utilise pas contre le chômage des armes éprouvées alors que les dégâts économiques, sociaux

et humains sont si élevés. Nous pouvons persuader les Français que la solution est libérale – il suffit d'avoir la volonté politique de l'appliquer.

Le test, c'est précisément celui qui concernera la crédibilité de l'opposition actuelle. Nous avons invité plusieurs élus à nous rejoindre, pour qu'avec eux nous puissions mesurer ce qu'ils peuvent faire, ou en tout cas ce qu'ils sont décidés à programmer. Ont-ils des projets, vont-ils trouver les moyens de rompre avec le « traitement social », avec les réformettes, alors qu'il faut faire preuve d'un réformisme radical ? Le politicien libéral a disparu de la scène politique depuis 2002. Une nouvelle génération peut-elle éclore ?

“ Une nouvelle génération libérale ? ”

L'espoir sera de nous retrouver en famille, entre militants et prosélytes du libéralisme, bien décidés à stimuler la société civile. Il nous faudra d'abord mobiliser quelques bonnes volontés pour assurer la diffusion des idées libérales. Il nous faudra ensuite toucher l'immense foule des Français de toutes conditions, qui ont perdu toute confiance dans la classe politique mais ne se voient jamais proposer une véritable alternative. Face à l'effondrement économique et moral de notre pays, nous parviendrons sans doute à leur faire partager notre projet : instaurer le règne de la liberté. C'est notre espoir, à nous de le faire partager.

Jacques Garello

« LE DESENDETTEMENT SERA COMPETITIF ET KEYNESIEN »

C'est le dessinateur du journal Le Monde, Plantu, qui reprend ainsi la phrase d'une interview donnée à son journal par le ministre de l'économie, Pierre Moscovici. « Phrase légendaire », dit Plantu, dont le dessin représente un public de chômeurs devant des usines fermées.

Plantu serait-il devenu anti-keynésien? Toujours est-il qu'il a le mérite de souligner l'essentiel du débat actuel sur le chômage. Car si tout le monde a commenté le « choc fiscal », auquel personne n'échappera, bien supérieur aux modestes baisses de dépenses publiques, peu nombreux (en dehors de notre équipe de libéraux) sont ceux qui ont prêté attention à la doctrine keynésienne qui sous-tend le projet de budget soumis au Parlement.

« La dette est l'ennemie de l'économie ». Mais qui a créé la dette ?

Bien évidemment le point de départ de notre ministre est réaliste : il faut réduire les déficits publics avec « une dette qui dépasse les 90% du PIB, seuil qui pénalise durablement la croissance ». Pour un socialiste keynésien, reconnaître que la dette, donc les déficits qui l'ont constituée, pénalise la croissance est un effort méritoire, voire une abjuration. Pourquoi les ancêtres de M. Moscovici, une fois parvenus au pouvoir en 1981, ont-ils alourdi les déficits et laissé dériver la dette ? Il est plus facile pour le ministre de l'économie de mettre tout au passif du quinquennat Sarkozy, qui s'est traduit il est vrai par un accroissement de 600 milliards de la dette française.

Lorsque le ministre indique que le gouvernement doit redresser les finances publiques, le journaliste du Monde, qui connaît son catéchisme keynésien sur le bout des doigts, lui demande « au risque d'une récession ? ». Réponse de P. Moscovici : « La dette est l'ennemie de l'économie, des services publics (sic !), de notre souveraineté nationale. Pierre Bérégovoy parlait jadis de la désinflation compétitive, je veux parler du désendettement compétitif ». Belle conversion soudaine à l'orthodoxie budgétaire. « Un euro de plus pour le service de la dette, c'est un euro de moins pour l'éducation, pour l'hôpital ou pour la sécurité ». Là,

les choses se gâtent : si le gouvernement veut diminuer dette et intérêts, c'est pour pouvoir augmenter les dépenses publiques. Comme si ce n'était pas la dérive des dépenses qui avait fait exploser la dette.

Les pays qui ont fait du « laisser-aller budgétaire » se sont « pieds et poings liés retrouvés entre les mains des marchés ». Il faut donc éviter de tomber dans les mains des méchants marchés, qui font payer plus cher les pays les moins solvables en augmentant le taux d'intérêt (prime de risque). Mais qui est coupable ? Le marché, qui vient financer les pays imprudemment en déficit excessif et leur évite la banqueroute, ou les gouvernements qui ont mis le pays dans cette situation ?

Les coupes budgétaires sont « récessives »

Donc, voici le nouvel objectif : retour aux 3% du traité de Maastricht, sorte de mini règle d'or que les Etats se sont empressés de ne pas respecter. Comment revenir en 2013 aux 3% de déficit ? Par une hausse, que le ministre reconnaît être considérable, de 20 milliards des impôts. Ne chipotons pas sur les chiffres, car le ministre oublie les hausses déjà votées lors du collectif budgétaire ; en tous cas le choc fiscal est sans précédent. Pourquoi augmenter les impôts au lieu de diminuer les dépenses ? Réponse du ministre « Les coupes budgétaires ayant un

impact plus récessif que les hausses d'impôts, nous avons fait cette année tout ce qui était possible et nécessaire ».

S'agit-il d'une nouvelle loi économique ? Si notre ministre affirme que diminuer les dépenses est « plus récessif » que les hausses d'impôts, c'est qu'il croit que toute dépense publique a un effet de relance : il revient ainsi au keynésianisme le plus pur. La dépense publique serait-elle aujourd'hui un moteur de la croissance ? On observe que jamais les dépenses publiques n'ont été aussi élevées, et que jamais on a connu une stagnation aussi durable. Ce ne sont pas les « mesures d'austérité » qui prolongent la crise, contrairement à ce que soutiennent Messieurs Mélenchon et Thibaut. Et Monsieur Moscovici se trompe en voyant dans la réduction des dépenses publiques une politique « récessive ».

« Revenons à Keynes »

Par contraste, aux yeux du Ministre, l'augmentation des impôts serait moins récessive. Or, il est démontré et prouvé que les hausses d'impôts ont un effet négatif sur l'offre : elles poussent à travailler ou entreprendre moins, elles font fuir les plus productifs à l'étranger. En effet les gens n'aiment pas travailler pour qu'on leur reprenne l'essentiel de ce qu'ils ont légitimement gagné. Réaction bien humaine. >>

«Le désendettement sera compétitif et keynésien» (suite)

Les hausses d'impôts freinant ainsi la croissance, elles entraînent la stagnation des revenus et des transactions, donc les rentrées fiscales diminuent : les taux d'imposition ont augmenté, mais la base fiscale à laquelle ils s'appliquent s'est réduite. Donc les déficits se creusent encore davantage, et la dette avec.

Monsieur Ayraut et son gouvernement s'en sortent avec un gros mensonge, qui consiste à affirmer que neuf contribuables sur dix seront gagnants ou épargnés parce que la réforme accroît la progressivité : à elle seule, la non indexation du barème pénalise pratiquement tous ceux qui paient l'impôt sur le revenu.

« Nous faisons contribuer davantage les grandes entreprises dont le taux d'imposition effectif est de dix points inférieur à celui des PME. Revenons à Keynes : ce qui fait qu'une entreprise investit, ce ne sont pas uniquement ses marges ou ses avantages fiscaux, c'est d'abord ses marchés, ses clients ». Monsieur Moscovici

pense-t-il qu'en réduisant les marges des entreprises françaises, on pourra investir et satisfaire les clients français ? A l'heure du « patriotisme économique », il serait bon de rappeler que les grands gagnants de l'affaire seront les fournisseurs étrangers, moins chargés en impôts et cotisations que les entrepreneurs français.

La hausse des impôts est le plus court chemin vers la récession

Attention : « Nous ne versons pas dans un keynésianisme archaïque, mais notre politique marche sur ses deux pieds. Elle veut conforter l'offre et la demande. Keynes disait à juste titre que la demande précède l'offre ». Ainsi, au commencement était la demande ; en revanche, rien sur l'entrepreneur qui anticipe les besoins des clients et crée ce qui n'existait pas encore. Donc la politique du gouvernement s'appuie sur l'offre et la demande : elle marche

sur deux jambes, mais l'une est nettement plus longue que l'autre ! A voir les taux d'imposition exploser, à voir se multiplier les réglementations, contraintes, interventions sur les prix ou dans les entreprises, on a du mal à percevoir une politique de l'offre. C'est donc une fausse fenêtre : c'est la demande, artificielle, qui ouvre le bal. L'offre n'a qu'à suivre.

Laissons nos confrères détailler les bons et les mauvais impôts, les vraies et les fausses réductions de dépenses ; l'essentiel est ailleurs. Le gouvernement, contraint de réduire les déficits, ne touche pas aux dépenses publiques (« moteurs de la croissance ») ; d'où les hausses d'impôts. N'en déplaise aux tenants des politiques keynésiennes qui ont fait la preuve de leur insanité et de leur échec, le projet de budget nous amène à une certitude : 2013 sera pire que 2012.

Jean Yves NAUDET

Ecole : la réforme Hollande se veut originale

Elle part de banalités pour conserver les tares d'un système condamné

L'objectif : mettre fin à l'échec scolaire, faire en sorte que tout élève accède au « socle commun de connaissances et de compétences ». Qui n'y souscrirait pas ?

Les moyens : renforcer l'investissement en fonction des « caractéristiques sociales du public accueilli », avoir « plus de maîtres que de classes ». Fort bien, sauf à savoir si l'on a l'argent qui va avec les moyens.

Certaines mesures peuvent cependant passer pour originales : accueil des enfants de moins de 3 ans dans les « zones de grande difficulté scolaire », changement des rythmes hebdomadaires et des vacances (rac-

courcies), formation des enseignants à la communication, plus de devoirs à la maison.

Mais l'originalité est limitée : depuis des années, les réformes de ce type se sont succédées, et n'ont produit que du désordre. Que l'école ouvre ses portes plus tôt (alors que la France est déjà le pays européen le plus « avancé » sur ce point), que le nombre des maîtres ne cesse de croître (il y a aujourd'hui un enseignant pour 14 élèves), que l'on enseigne la « morale républicaine » (qui a sans doute pour piliers la laïcité et l'égalité), cela ne résoudra en rien le problème : un enfant sur trois ne sait ni lire ni écrire ni compter à la fin de l'école primaire.

La seule solution est dans la concurrence scolaire, la possibilité d'ouvrir et de développer des établissements privés, d'accroître l'autonomie des établissements publics et de donner un libre choix de l'établissement aux familles –avec un système de bons scolaires pour les plus déshéritées. La vraie réforme est l'abandon d'un système jacobin, bureaucratique, la fin d'un monopole démesuré. C'est la mise en responsabilité de tous les acteurs, y compris les parents, aujourd'hui spectateurs impuissants voire même indifférents devant la carence d'un « service public » qui est pour eux, pour leurs enfants, un cadeau empoisonné. •

La fronde patronale ira-t-elle plus loin ?

Défendre la libre entreprise c'est bien, promouvoir le libéralisme c'est mieux

Les « chefs d'entreprises » se sont donc mobilisés contre certaines dispositions prévues dans le budget 2013, en particulier contre la taxation des plus values nées de la cession d'entreprises. Le Figeco (jeudi 11) titre « une fronde patronale unique contre le budget ».

Le front unique est d'autant plus remarquable qu'il rassemble des entrepreneurs créateurs de leurs propres entreprises, et des « managers » dont la mission est de gérer des entreprises qu'ils n'ont pas souvent créées. Ceux-ci sont en général moins pugnaces que ceux-là.

Le gouvernement a eu l'habileté de désamorcer une partie des mécontentements en édulcorant les dispositions concernant les cessions : elles ne concerneraient que les cessions réalisées par des actionnaires ou gérants très minoritaires (moins de 10% du capital), et parmi ces minoritaires, nombreux seraient exonérés sous condition de ressources. Mais le Parlement ne s'est pas encore prononcé sur ce que l'aile gauche appelle une « reculade ».

Parce qu'ils se défendent à juste titre de toute appartenance ou ingérence partisane, les patrons ne veulent pas

aller au-delà d'une démarche professionnelle et économique, qui prend peut-être aux yeux de certains une allure corporatiste. Peut-on souhaiter les voir aller plus loin, et se référer à l'intérêt général aussi bien qu'à leurs légitimes intérêts personnels ? Ils devraient alors rejoindre les rangs des militants de la société civile qui, au delà de la fiscalité et de la compétitivité, veulent attaquer à leur source les errements actuels : l'hypertrophie de l'Etat, de ses finances et de ses réglementations. Ils devraient rejoindre la croisade libérale, ce qu'ils n'ont plus fait depuis la publication du Programme Commun de la Gauche...en 1973. •

Sciences Po : beaucoup de bruit pour rien !

Les scandales de la gestion alarment la Cour des Comptes. Est-ce grave ?

Gros pavé dans la mare : dans un rapport publié avant-hier, la Cour des Comptes épingle la gestion de Richard Descoings, président de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris de 1996 jusqu'à sa mort (toujours entourée de mystère) en avril dernier.

Sciences Po, on néglige volontiers la finance, dont tout le monde sait qu'elle est spéculation et corruption. C'est donc sans doute par distraction, voire même par idéologie, que l'on y a gaspillé des millions d'euros d'argent public. Sciences Po est la danseuse de notre enseignement supérieur ; un étudiant y revient 1.000 euros de plus qu'à l'université de Dauphine, pourtant l'une des mieux pourvues par l'Etat. Mais l'argent public, on le sait, finit toujours dans des poches privées. Feu Descoings s'allouait

sans contrôle quelque 500.000 euros par an, et à un échelon plus modeste son adjoint Hervé Crès et le président de la Fondation Nationale de Sciences Politiques (FNSP), le professeur Jean Claude Casanova, avaient vu leurs émoluments sérieusement augmentés depuis cinq ans. Des professeurs étaient payés sans faire cours, d'autres présentaient des notes de frais confortables. Mais, en dehors de la FNEP, qui contrôlait les finances de Sciences Po ? Apparemment personne, dit la Cour, qui souligne à la fois « l'absence de contrôle exercé par l'Etat » et le « flou juridique » qui caractérise l'institution.

Est-ce grave ? Ces gabegies, parfois proches du détournement de fonds, concernent l'ensemble du secteur public français. En revanche,

ce qui devrait sérieusement alerter nos concitoyens et contribuables, c'est que Sciences Po est le passage obligé de toute la classe politique dirigeante. Elle est la voie normale vers l'ENA, les cabinets ministériels ou les assemblées nationales et locales. Or, pour emprunter cette voie, il faut adhérer à « l'esprit Sciences Po », et réciter le catéchisme étatique et gauchiste qui y est professé. Cette dérive intellectuelle n'a jamais été dénoncée ni sanctionnée, au contraire tout a été mis en œuvre pour assurer à Sciences Po le monopole de la formation des technocrates. Il y a un abîme entre « l'Ecole libre des Sciences Politiques » créée avant guerre par André Siegfried, soutenue par Jacques Rueff, et cette école psalmodique qui forme les fossoyeurs de la société française. •

Cette rubrique rétablit la vérité sur le libéralisme, ignoré et décrié sans raison. Attaqué dans sa dimension économique, le libéralisme l'est aussi dans sa dimension morale et philosophique. Il condamnerait les hommes à l'incertitude, à la précarité, au doute.

Le libéralisme nous condamne à l'incertitude

Les arguments ne manquent pas pour soutenir que le libéralisme détruit tout espoir, obscurcit tout avenir, et condamne les êtres humains à la précarité.

Il y a d'abord l'application fidèle de la pensée de Marx au monde contemporain. Écoutons Pierre Bourdieu « La précarité affecte profondément celui ou celle qui la subit ; en rendant tout l'avenir incertain, elle interdit toute anticipation rationnelle et, en particulier, ce minimum de croyance et d'espérance en l'avenir qu'il faut avoir pour se révolter, surtout collectivement, contre le présent, même le plus intolérable ». Cette précarité n'est pas le produit du mauvais fonctionnement du marché et de la répétition des crises du capitalisme. Il est voulu par le système libéral lui-même, comme un moyen de tenir en esclavage la classe des exploités.

Il y a ensuite ceux qui, à l'image de Schumpeter et de Knight, lient la prospérité et le risque. Le niveau de vie s'est élevé au point que l'aversion pour le risque deviendrait très forte. Risquer serait le propre des gens qui n'ont rien à perdre. Aujourd'hui tout le monde veut se rassurer, être assuré.

Il y a encore ceux qui pensent que la société contemporaine, fruit du libéralisme, pousse les êtres humains vers leurs dernières limites, on leur demande d'aller trop vite, d'aller trop loin.



Pierre Bourdieu
1930-2002

Cette instabilité est insupportable, elle condamne les individus à une existence grégaire « La termitière humaine m'épouvante » disait Saint Exupéry.

Il y a enfin ceux qui pensent que la liberté est une vertu pour ceux qui savent l'assumer, pour les caractères bien trempés et les personnes bien éduquées, mais qu'elle laisse sur le bord du chemin les plus faibles, les moins doués : la liberté oublie la solidarité.

Ces divers arguments peuvent se conjuguer pour condamner le libéralisme au nom de la morale et de la justice.

Sécurité des situations ou sécurité des règles ?

Il est vrai que dans le monde actuel les conditions de vie d'un

individu ou d'une famille peuvent changer très rapidement. Cette instabilité tranche avec la vie paisible que pouvaient connaître nos ancêtres il y a seulement deux siècles. Mais l'accepterions-nous aujourd'hui ? L'espérance de vie était très courte, la mortalité infantile très élevée, la santé chancelante, l'instruction et l'éducation très faibles. Peut-être plus d'esprit de partage, mais pas grand chose à partager.

Le changement accompagne naturellement le développement, qui lui-même n'a été possible que par le passage à la « société ouverte ». Quand s'élargit l'espace des relations entre hommes, la connaissance des autres ne peut plus être personnelle, et les différences de situation, ainsi que leur évolution, deviennent considérables.

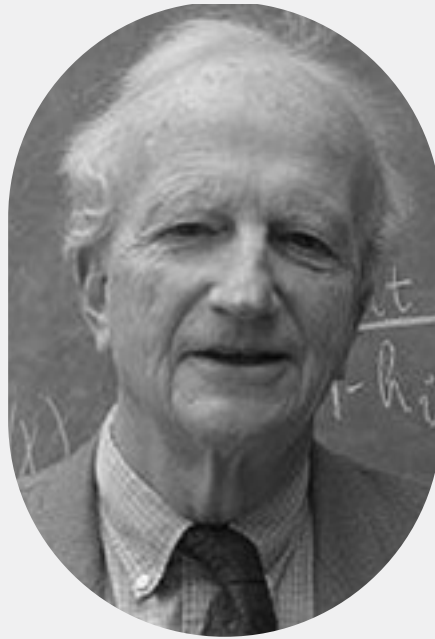
Cette incertitude sur les personnes et leurs situations a pour contrepoids nécessaire la sécurité des règles. Les institutions se sont affinées, qui permettent de réduire au minimum l'incertitude de chacun sur le comportement des autres. Je ne connais pas celui qui a passé contrat avec moi, mais la règle du contrat minimise l'incertitude que je peux avoir sur son comportement. De même le droit de propriété m'apporte la sécurité de la jouissance du fruit de mon activité. La sécurité des règles permet de gérer l'insécurité des situations.

L'assurance contre la précarité

La rançon du changement peut être lourde pour certains. Elle peut s'appeler chômage, faillite, déracinement, reconversion, voire maladies et souffrances. Mais il est frappant d'observer que ce sont dans les pays, les époques et les activités où il y a le plus de liberté que l'on a le moins d'incertitude sur l'avenir. C'est le refus du changement qui crée l'incertitude, et pas le changement.

Il y a d'ailleurs des pare-feux efficaces contre l'incertitude. D'une part les techniques de l'assurance financière (qui est la forme la plus élaborée de la mutualisation des risques) se sont développées. L'allongement de la durée de vie, la rentabilité des investissements à long terme, permettent de financer les projets personnels et de se couvrir contre le plus grand nombre de risques. Il est paradoxal de critiquer le capitalisme au prétexte qu'il empêche toute prévision à long terme, alors que par définition le capitalisme est né (bien avant Marx) de la volonté d'oser spéculer sur l'avenir, de se libérer du poids du présent. La capitalisation signifie la confiance dans l'avenir. Si aujourd'hui l'avenir s'assombrit, c'est que le capitalisme a été galvaudé, dégradé par les interventions de l'Etat Providence.

D'autre part, une autre assurance, non financière celle-ci, prouve aujourd'hui son efficacité : c'est la constitution et l'entretien du capital humain. En portant un soin particulier à l'éducation



Gary Becker
1930-

et à la santé des enfants, en donnant aux jeunes des qualifications supérieures et une aptitude au changement, en pratiquant une adaptation permanente des tâches et des responsabilités, on est sûr que les aléas de la vie seront plus facilement absorbés. Aujourd'hui Gary Becker a démontré l'importance de cet « investissement en capital humain ». En revanche on travestit la vérité en appelant précarité ce qui devrait s'appeler apprentissage, adaptation, découverte.

La vie est une aventure

Ainsi, en fin de compte, il appartient à chaque personne de « mener sa vie ». Le refus de l'incertain, c'est le refus de la vie parce que la vie est incertitude, parce que l'être humain est lui-même incertitude, et que la société dans laquelle nous vivons ne peut nous apporter pour

sécurité que celle des règles et de leur respect.

Quel est d'ailleurs l'alternative proposée par les théoriciens de la précarité ? Pour les marxistes c'est la révolution, mais on a vu les certitudes qu'ont apportées les régimes communistes. Pour les étatistes de tous bords, c'est la prise en mains par le pouvoir politique de l'avenir de chacun, du berceau à la tombe. C'est finalement la perte totale de la liberté. Dans les sociétés utopistes, tout est planifié, tout est scientifiquement organisé pour que personne ne coure le risque de la misère, du chômage, de la maladie. Ces utopies nous font aujourd'hui payer une rançon qui est bien plus réelle et bien plus lourde que celle dont nous menacerait le libéralisme.

Quant à la défense des faibles et des opprimés, elle commence par l'état de droit, et elle s'exerce par la solidarité volontaire, qui a pour cadres les familles, les communautés, les voisinages. Le libéralisme c'est aussi l'entraide : philanthropie et redistribution volontaires ont fait, et font encore, des miracles. Le libéralisme continuera à en faire si les étatistes veulent bien cesser de penser qu'ils ont le monopole du cœur, alors qu'ils n'ont que le monopole de la violence. Ils prétendent aussi garantir le présent et préparer l'avenir, alors qu'ils naviguent à vue, les yeux rivés sur le calendrier électoral. •

aleps aleps aleps aleps

La rentrée parisienne des libéraux le jeudi 25 Octobre 2012

Maison de la Chimie, 28 Rue Saint Dominique
75007 Paris (Métros : Assemblée Nationale, Invalides, Solférino)

*Pour les membres de l'ALEPS et leurs amis
De 17 heures 15 à 18 heures 15*

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Au cours de l'Assemblée, après la présentation par leurs auteurs des livres nommés, le Prix du Livre Libéral 2012 sera remis par le Professeur Pascal Salin, président du jury.

*L'Assemblée Générale sera suivie (de 18h30 à 20h)
d'un colloque ouvert sur le thème*

Fiscalité, Flexibilité et Emploi en Europe

Introduction : Rigueur ou libération ? Augmenter ou diminuer les impôts ?

Pr. Jacques Garelo, président de l'ALEPS

France : les entraves fiscales à l'emploi

Me Jean Philippe Delsol, administrateur de l'IREF

Les champions européens de l'emploi : la fiscalité helvétique

Pr. Victoria Curzon-Price, Université de Genève

Flexisécurité en Europe

Mr le Ministre Hervé Novelli, Réformes et Liberté

Conclusion : Panel avec les élus présents : la politique au service de l'emploi ?

Comment diffuser et soutenir la pensée libérale française

Tout au long de ces rencontres, un stand présentera les ouvrages des auteurs nommés pour le Prix du Livre Libéral, mais aussi ceux des membres du jury anciens lauréats du Prix (qui ne peuvent être couronnés à nouveau). Les auteurs présents se prêteront à une séance de signatures : **Florin Aftalion** (*Crise, Dépression, New Deal, Guerre*), **Yvan Blot** (*La démocratie directe*), **Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin** (*A quoi servent les riches*), **Jacques Garelo** (*Connaissance du Libéralisme, Se passer de l'Etat*), **Jean Gilles Malliarakis** (*Pour une libération fiscale*), **Alain Laurent** (*Les penseurs libéraux*), **Alain Mathieu** (*Ces mythes qui ruinent la France*), **Guy Millière** (*Le désastre Obama*), **Philippe Nemo** (*La France aveuglée par le socialisme*), **Yvan Rioufol** (*De l'urgence d'être réactionnaire*).



Université d'Automne du PLD

La place de la France dans l'Europe

Courtomer, 19-21 Octobre

Le PLD fait partie de la « galaxie libérale », et il a invité quelques personnalités marquantes : Alain Madelin et Jean Philippe Feldman, Charles Beigbeder, Hervé Mariton.

Créé et animé par Aurélien Véron, le PLD et son leader se sont attirés beaucoup de sympathie au sein de la galaxie, en dépit de certains choix stratégiques que tous ne partagent pas.

Si l'Aleps propose une rentrée libérale parisienne, le PLD en propose peut-être un avant-propos en province avec cette deuxième édition de l'« université libérale ». Nous souhaitons plein succès à cette initiative. Il est souhaitable que des échanges s'organisent entre le PLD qui se positionne délibérément dans la société politique, et l'Aleps et les autres, qui donnent priorité à la société civile. Le programme et les formulaires d'inscription se trouvent dans <http://universiteliberale.fr/programme>



Sur le site de Valeurs Actuelles, dans la rubrique « Parlons vrai », on lira avec intérêt un article de Jean Philippe Delsol, administrateur de l'Aleps et de l'IREF « L'impôt dénaturé ». L'auteur rappelle que dans une démocratie, l'impôt n'a pour légitimité que de concourir au fonctionnement de l'Etat dans ses attributions régaliennes.

Il est donc anti-démocratique de faire de l'impôt un instrument de redistribution (ce que l'on a aujourd'hui avec la progressivité et les modulations d'assiettes et de taux) ou un outil de régulation économique (les relances ou les freinages budgétaires ne débouchant que sur le déséquilibre et l'endettement). Pire encore : l'impôt est devenu le support du clientélisme, et fait une large place à la démagogie.

Valeurs actuelles, 10 octobre 2012
<http://www.valeursactuelles.com>